

Cahiers de l'IREF – Collection Agora – Numéro 7

Féminismes et luttes contre l'homophobie: de l'apprentissage à la subversion des codes

Article 7: « Analyses féministes et luttes contre l'homophobie, écueils et convergences possibles: un essai »

Horincq Detournay, Rosine.

Mots clefs : 2010+; antiféminisme; contemporain; essai; études féministes; féminisme; genres; homophobie; performativité du genre; Québec.

Pour citer cet article

Horincq Detournay, Rosine, 2016, « Analyses féministes et luttes contre l'homophobie, écueils et convergences possibles: un essai », dans Chamberland, Line, Caroline Désy et Lori Saint-Martin (dir.), *Féminismes et luttes contre l'homophobie: de l'apprentissage à la subversion des codes*, Cahier de l'IREF no 7, Section 2: « Une solidarité à l'épreuve de la place publique », p. 69-79. En ligne sur Préfix, <https://revues.uqam.ca/prefix/cahiers-iref/analyses-feministes-et-luttes-contre-lhomophobie-ecueils-et-convergences-possibles-un-essai/>.

ISSN 3110-9489

ISBN: 978-2-922045-47-5

Ce travail est sous une licence [CC BY-NC-ND 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

Analyses féministes et luttes contre l'homophobie, écueils et convergences possibles : un essai

Rosine Horincq Detournay

Mon texte se veut être un humble hommage à Nicole-Claude Mathieu, qui nous laisse des textes formidables à découvrir et à redécouvrir...

Le thème de la présente publication, les zones de convergences des féminismes et des luttes contre l'homophobie, résume en lui-même ce que bon nombre d'entre nous, chercheurs-es, militants-es, intervenants-es, avons tenté et tentons de faire au jour le jour depuis des décennies. C'est parfois, pour certains, mais surtout certaines d'entre nous, l'histoire de toute une vie. C'est sans aucun doute mon cas. Entre les combats et les enjeux, perçus comme différents et complémentaires, y a-t-il eu une hiérarchie? Existerait-elle encore aujourd'hui?¹

En Belgique, l'acquisition des droits s'est faite progressivement, dans la foulée des mouvements sociaux et des avancées politiques. Citons quelques dates majeures : le droit de vote des femmes a été obtenu pleinement en 1948, le viol n'est défini légalement qu'en 1989, l'avortement, criminalisé en 1867, devient légal sous certaines conditions en 1990. En 2003, la loi anti-discrimination est votée et les couples de même sexe peuvent accéder au mariage (mais sans la filiation directe). En 2006, l'adoption est légalement ouverte à toutes les personnes et couples et ce n'est qu'en 2014 que la filiation est également directement présumée pour les couples de même sexe s'ils sont mariés. En 2013, la Belgique et ses fédérations se dotent de lois et de politiques d'abord contre les violences homophobes, puis contre l'homophobie. Ce n'est qu'en 2014 que la loi contre le sexisme est promulguée.

Après mes années d'expérience en tant que psychologue, actrice de changement social et chercheuse, dans ce contexte socio-politique belge, voici quelques-unes de mes considérations au sujet des luttes féministes et contre l'homophobie. Les formes de ces dernières se transforment, évoluent, «rêve-oluent», avec succès et/ou dérapages. En voici quelques exemples.

Actuellement, en Belgique francophone du moins, il devient peu concevable dans les mouvements de lutte contre l'homophobie d'envisager des luttes qui ne soient pas mixtes ; elles doivent être composées de femmes et d'hommes. La proportion est variable, majoritairement en faveur des hommes. Et les mouvements lesbiens et féministes qui souhaitent des moments et des actions spécifiques pour les femmes, en

1. L'auteure remercie Irène Kaufer, militante et blogueuse féministe, pour sa relecture attentive du texte.

non-mixité, sont alors rapidement perçus comme agressifs, bêtement séparatistes, d'un autre âge (« les vieilles lesbiennes féministes ») et simplistes. Les questions et revendications transidentitaires, les approches queer, prennent plus aisément leur place et deviennent prégnantes, mais il est peu évident d'interroger leurs limites, leurs résonances avec les rapports sociaux de sexe. Sous peine, encore une fois, d'apparaître comme d'une autre époque. Comment envisager et oser questionner les avancées et les écueils, à l'intersection des questions de S_ex, de G_endre et d'O_rientation S_exuelle² et des rapports sociaux de pouvoir ? Je propose d'évoquer quelques-uns des obstacles et des convergences relatifs à cette intersectionnalité qui émergent de ma pratique en tant que formatrice, superviseuse, psychologue clinicienne et chercheuse universitaire. En réalisant ce travail, j'ai constaté davantage d'obstacles que de convergences, même si ces dernières sont vivement souhaitables. Mes propos sont ouverts à la critique, ils ne témoignent que de mon cheminement et de l'état de mes réflexions actuelles. Je reste en perpétuelle évolution sur ces questions.

Tout d'abord, selon mes pratiques en tant que féministe et ma perception des enjeux de pouvoir, il existe, même entre différents courants féministes, des convergences mais aussi des divergences, voire parfois une absence de compatibilité, entre certains féminismes. Des écueils peuvent rapidement faire surface : sommes-nous toutes d'accord pour affirmer que l'hétérosexualité est un système d'oppression ? Que les droits reproductifs et sexuels doivent intégrer d'autres dimensions que la contraception et l'interruption volontaire de grossesse (IVG) ? Qu'il y a une invisibilisation des questions lesbiennes dans des courants féministes et que les questions bisexuelles le sont encore davantage, y compris par certains courants lesbiens ? Voilà quelques-unes de mes questions. Donc, entre féminismes et entre féministes, il existe des discussions, frictions, difficultés d'articulation à la croisée des rapports de domination. Où faut-il mettre l'énergie pour faire avancer la « cause » ? Qui en bénéficie généralement et qui est reléguée le plus souvent au second plan ?

Mais d'autre part, les divergences sont d'autant plus aiguës et perceptibles entre les courants féministes et les mouvements et actions de prévention et de lutte contre l'homophobie. Les enjeux politiques et épistémologiques ont notamment été mis en évidence par Chamberland et Lebreton (2012). La rencontre de revendications communes peut rapidement se buter contre certains écueils : les espaces non mixtes pour les filles et femmes lesbiennes, bi, gouines ou non exclusivement hétérosexuelles ; le sexisme et la domination masculine, y compris dans les groupes LGBT³, déniés par certains gays ; la dilution de la problématique des rapports sociaux de sexe dans les approches queer ; les difficultés pour construire des revendications politiques communes lors des Prides et marches des fiertés ; l'évocation de la question du mariage, mais plus intensément, de celle des mères porteuses ou de la gestation pour autrui (GPA) ; l'islamophobie dont est parfois teintée la lutte contre l'homophobie, etc. Il s'agit de trouver en quoi l'articulation des luttes peut être un moteur, et au bénéfice – et au détriment – de qui ou de quoi.

À titre d'exemple, considérons les revendications des mouvements LGBT. Cet acronyme nécessite déjà de repenser autant la hiérarchie que l'invisibilisation de certains publics et de leurs oppressions, par le recouvrement (et non l'articulation) des enjeux, luttes et populations. En effet, le mouvement LGBT n'est pas uniforme. Lorsqu'il est présenté comme un monolithe, les différences inter-groupes, entre les différentes catégories des LGBT et les différences intra-groupes, à l'intérieur de chaque catégorie, sont effacées. Dans les pays post-industrialisés, les mouvements LGBT sont largement G, composés de gays, occidentaux, blancs et de pouvoir socio-économique moyen ou aisé. Il semble que les T (personnes transidentitaires), peuvent de mieux en mieux faire reconnaître leurs besoins spécifiques (enjeux de sortie du DSM, hormonothérapie, chirurgies, accès à des soins adéquats, etc.). Mais les L (lesbiennes) et encore plus les B (bisexual-les) et leurs réalités sont invisibilisées.

2. La majuscule barrée souligne le fait que ce sont bien des classes et des catégories socialement construites.

3. LGBT : lesbiennes, gays, bi, trans.

Il faut préciser que selon certaines études, les personnes qui s'identifient comme bisexuelles sont davantage des filles et des femmes (Diamond, 2000, 2003a, 2003b, 2005, 2008; Peplau, 1999; Peplau et Garnets, 2000) que des hommes (Rahman & Wilson, 2003). Ce fait est notamment relié à la socialisation selon le sexe et aux rapports sociaux, qui pèsent différemment sur les femmes et les hommes. Selon cette analyse, ce sont surtout les femmes qui sont contraintes à rester dans l'hétérosexualité, à y céder sans consentir⁴, en tout ou en partie. Ce fait s'inscrit dans la dynamique sociétale patriarcale et *viriarcale*⁵. Ce qui est caractéristique, voire structurel, c'est que l'oppression des lesbiennes et des bisexuelles est invisibilisée et niée. L'invisibilisation de leurs oppressions, y compris dans la lutte contre l'homophobie, est assez frappante et elle semble se maintenir dans le temps, sous des formes variées. Il s'agit d'une forme spécifique de l'invisibilisation de l'oppression des femmes, qui est parfois tout autant déniée, tant dans la société dans son ensemble que dans les courants LGBT.

Selon mon point de vue, les gays et les hommes bisexuels subissent de plein fouet l'homophobie, du fait même d'appartenir au groupe des hommes, des personnes socialisées comme hommes et, en même temps, du fait de ne pas y correspondre suffisamment, dans les codes de masculinité et de virilité pré-établis qui lui sont associés. Les filles et les femmes lesbiennes, bisexuelles ou sans étiquette mais qui aiment d'autres filles ou femmes, subissent moins d'homophobie au sens strict du terme. J'ai entendu dire de nombreuses fois que ce serait plus facile pour les femmes de vivre leur amour pour une autre femme. Mes recherches doctorales actuelles tendent à montrer qu'il n'en est rien. Car elles subissent davantage les contraintes à l'hétérosexualité, avec les déclinaisons de contraintes telles que :

- la contrainte à l'hétérosexualité, avec la dialectique hétérosexisme/hétéronormativité qui fonde l'hétérosystème et qui dévalorise les autres formes de relations que l'hétérosexualité et survalorise l'hétérosexualité simultanément (Horincq-Detournay, 2015) ;
- la contrainte à l'exercice social de la sexualité avec un homme ;
- la contrainte à la maternité dans un cadre hétérosexuel ;
- la contrainte au mariage (avec un homme) ;
- la contrainte à la soumission aux hommes, notamment par l'éducation au désir masculin (Tabet, 1998) et à la désirabilité sociale et sexuelle à travers le seul regard des hommes, par la romance hétérosexuelle, par les provocations sexistes et de drague (Lebreton, 2014).

Les critiques de la notion d'homophobie (individualisant, psychologisant, etc.) ont été justement décrites par Chamberland et Lebreton (2012), tout en ajoutant la critique de l'androcentrisme de cette notion. Le concept de l'hétérosexisme est plus large et opérationnel pour aborder les problématiques relatives aux rapports sociaux de sexe et favoriser l'émancipation collective et individuelle de nombreuses personnes. Mais son intérêt en recherche et sa portée politique ne rencontrent pas le même succès que la notion d'homophobie. On peut présumer que ce qui relève du masculin et de ses déclinaisons présente un attrait accru, comparativement à ce qui peut davantage permettre l'émancipation des femmes et des personnes lesbiennes ou bi. Les filles et les femmes qui sont lesbiennes ou bisexuelles tentent de sortir de l'hétérosystème et doivent conjuguer leurs efforts pour s'extraire du sexisme *et* des contraintes à l'hétérosexualité. En m'appuyant sur les travaux de Guillaumin (1992), j'ai émis une hypothèse. Pour rappel, cette auteure met en évidence les appropriations multiples, collectives et individuelles, des femmes. « L'appropriation matérielle de la classe des femmes par la classe des hommes: le sexage » (36) opère collectivement et en outre, « l'ensemble des hommes dispose de *chacune des femmes* » (42). Il s'agit d'une appropriation individuelle de

4. En référence à « Quand céder n'est pas consentir », article essentiel de Nicole-Claude Mathieu, paru dans *L'Anatomie politique*, 1991.

5. Le viriarcat est une forme actuelle du patriarcat. Ce ne sont plus les plus âgés, les ancêtres, les aînés hommes qui détiennent le plus le pouvoir. Avec le capitalisme et le néo-libéralisme, le pouvoir est davantage détenu par les hommes les plus *virils* parmi les hommes, quel que soit leur âge.

chaque femme par la classe des hommes, à laquelle s'ajoute l'appropriation individuelle, privée, d'une femme par un homme en particulier, par le mariage notamment (33). Sur ces bases, j'émet l'hypothèse que les lesbiennes et les bisexuelles, de par leur orientation sexuelle et leur sortie de l'hétérosexualité exclusive, sortent partiellement du groupe, de la classe des femmes⁶. Elles s'émancipent individuellement (volontairement ou non) en se réappropriant elles-mêmes, par leurs tentatives pour échapper aux relations sociales liées aux rapports de pouvoir et aux institutions patriarcales et sexistes (mariage avec un homme, appartenance au père, à la religion, etc.), qui sont des actualisations du sexage, selon Guillaumin, en s'éloignant de l'appropriation privée par un homme et de l'appropriation individuelle par la classe des hommes. Mais elles n'échappent pas au rapport de l'appropriation sociale en tant que femmes; elles restent contraintes socialement, par l'appropriation collective des femmes, dont elles continuent à faire néanmoins partie. Et individuellement, elles peuvent devoir payer le prix de leur autonomisation, entre autres en subissant «les injures plus ou moins violentes et les menaces traditionnellement lancées à toutes les femmes qui n'acceptent pas les termes de cette relation, de ce jeu» (42) de leur indisponibilité à la classe des hommes. Ce n'est donc pas plus facile à vivre pour elles que pour les gays. D'autant que les rapports de domination qu'elles doivent traverser ne sont pas vus comme tels et que la lutte contre l'hétérosexisme ne rencontre pas un réel intérêt dans les luttes contre l'homophobie, ni dans la société dans son ensemble.

Il existe donc un grand nombre de difficultés pour articuler les luttes et les rendre véritablement intersectionnelles. Pour l'illustrer, prenons l'exemple des mouvements de revendications dits LGBT, au sujet de l'égalité de droits et de traitement, notamment des droits familiaux. On peut se demander si l'homonormativité (Duggan, 2002) qui s'exprime par la revendication des droits familiaux et sociaux des LGBT, dont l'accès au mariage et à l'adoption, ne renforce pas le système de domination. L'homonormativité peut se définir comme des tentatives pour rentrer dans les normes, schémas et modèles hétérosexuels : se marier, vivre ensemble, avoir des enfants, etc. Les personnes LGBT qui y correspondent le plus, qui sont assimilées, intégrées, sont d'ailleurs mieux acceptées par la société hétérosexuelle et hétéronormative. De nombreux gays, mais aussi la plupart des lesbiennes et des personnes bi, ont manifesté un vif intérêt pour ce mouvement de revendications des droits. Il s'agissait d'une valeur socialement partagée, celle de l'égalité. Mais aussi, il s'agissait de se sentir intégrés-es, de faire partie de l'histoire humaine, d'appartenir enfin à la société et d'y avoir une place respectable et respectée, reconnue par les autres, par les modèles dominants. Les seules voix qui s'opposaient à ce mariage pour tous, contre l'institution du mariage, étaient très rares, incomprises et elles émanaient de certaines militantes féministes et lesbiennes, pas des gays. Il s'agissait d'une critique de la notion même de mariage comme institution patriarcale, outil de domination des femmes. Il s'agissait pour elles de revendiquer d'autres évolutions, d'autres droits, dont les droits individuels, plus favorables à toutes et tous. Pour certaines personnes qui voulaient l'accès au mariage, il s'agissait de modifier la notion de mariage de l'intérieur, comme le cheval de Troie. Mais comme le disait Audre Lorde (2003 : 119), «les outils du maître ne détruiront pas la maison du maître».

Récemment, ce qui s'est passé en France, les réactions contre le mariage pour tous et les discours réactionnaires qui ont accompagné ce processus socio-politique, n'est qu'un exemple des obstacles que rencontre l'égalité pour tous les couples, quels qu'ils soient, qui veulent se marier, même si l'égalité est une règle dans tous les pays qui composent l'Union européenne. Des lois ont été adoptées depuis plusieurs années aux Pays-Bas et en Belgique, sans qu'il y ait de tels mouvements sociaux d'opposition. Depuis les débuts de l'Union européenne, un article du Traité mentionnait l'égalité et l'interdiction des discriminations. Petit à petit, chaque pays intègre, dans ses lois nationales, des arrêtés anti-discriminations et la promotion de l'égalité de droits et de traitements, qui mènent par exemple à l'accès au mariage pour tout couple. On ne change pas le système mis en place et qui est vu comme naturel (se marier, avoir deux parents, vouloir et devoir se

6. En référence à «Les lesbiennes ne sont pas des femmes», Monique Wittig, 2001.

reproduire si possible biologiquement grâce aux avancées scientifiques, maintien des lois patriarcales, etc.). On permet que tout le monde y ait accès ou en ait l'illusion.

Du coup, la porte se ferme au sujet du travail pour d'autres luttes, dont celle des droits individuels (et non pas les droits dérivés) qui auraient eu un réel effet de changement social, au bénéfice de toutes et tous, femmes et hommes, dont les personnes les plus vulnérabilisées économiquement et socialement, c'est-à-dire les femmes. En effet, les droits dérivés assurent les privilèges des dominants et la dépendance des dominées (économique, par exemple), tandis que les droits individuels reconnaissent à chaque personne des droits sociaux en tant qu'individu.

La suite actuelle de ce mouvement égalitaire, au sujet du fait de pouvoir avoir des enfants qui soient protégés-es dans leurs droits de filiation, amène la délicate question des femmes, des mères donneuses et porteuses, renommée pour la «cause» gestation pour autrui notamment par les mouvements gays de lutte contre l'homophobie. Il ne s'agit pas de naturaliser à nouveau les fonctions de mère, je ne relève pas d'un féminisme essentialiste. Mais il y a de fait un versant biologique non négligeable dans ces questions. Les corps des femmes ne sont pas de simples machines de production (d'ovules) et de reproduction (d'enfants), tout comme les dons de sperme et d'ovules ne sont pas comparables en termes d'atteintes physiques. De plus, socialement, ce ne sont pas n'importe quelles femmes qui vont se proposer comme donneuses d'ovules ou porteuses d'enfants. Le plus souvent, ce sont des femmes pauvres, des pays émergents par exemple, à destination des couples hétérosexuels la plupart du temps, mais aussi des couples de même sexe, majoritairement des gays, couples aisés, riches, des pays occidentaux. Il existe un encadrement par des cliniques de fertilité, dans ces pays mais aussi dans les pays du Nord. Dans les pays occidentaux qui l'autorisent ou qui utilisent le vide juridique, tel qu'en Belgique, ces cliniques travaillent avec des femmes de leur pays. Leur degré de pauvreté est sans doute moindre et certaines ont probablement des volontés altruistes de donner la vie pour d'autres couples. Néanmoins, il ne semble pas que les femmes d'un certain niveau socio-économique, de certaines classes sociales, soient nombreuses à se proposer. Ces cliniques, privées, prennent souvent une bonne part de l'argent payé par les personnes ou les couples demandeurs. *Business is business*, dans nos sociétés capitalistes et viriarcales. Le commerce est ainsi fait que les intermédiaires se font payer des sommes importantes. Ces services répondent à une demande, celle des couples stériles, de sexes différents ou de même sexe.

Ayant récemment entendu des gays qui avaient eu recours à ces services et d'autres qui espéraient y avoir recours, j'ai été frappée par certains propos qui se voulaient respectueux à l'égard des femmes, mais qui les considéraient néanmoins comme des objets. À titre d'exemples, ces hommes se demandaient comment être sûrs des capacités de reproduction des femmes qu'on leur présentait. Leur argent (une somme moins élevée en faisant appel aux pays du Sud, mais conséquente lorsque la demande était réalisée auprès d'une femme dans un pays occidental), allait-il être placé avec le meilleur rendement possible? Les femmes les plus expérimentées, ayant déjà porté des enfants pour autrui, ainsi que les femmes plus jeunes, étaient plus «chères» que les autres. La proposition des nouvellement pères était d'envisager cela comme une assurance complémentaire. Les gays les plus pauvres auront-ils également accès à ces «services» ou est-ce que cela restera réservé aux plus nantis?

D'autres exemples concernaient l'importance de contrôler les dépenses des femmes, ce dont la clinique de fertilité se charge. Puisqu'elles ne sont pas rétribuées à proprement parler, elles reçoivent de l'argent en échange de leur prestation, mais en tant que remboursement de frais (faire des courses au supermarché, des massages, acheter des vêtements, assumer les frais médicaux liés à la grossesse, etc.). Le prix est convenu contractuellement par avance et les femmes doivent rendre leurs tickets de caisse afin de recevoir l'argent. Elles n'ont pas l'autonomie sur l'argent perçu. En ce sens, on peut faire un parallèle avec ce qu'analyse Delphy (2009) du mode de production domestique, «pour comprendre en quoi consiste l'entretien et en quoi il diffère du salaire. En effet, trop de gens “traduisent” l'entretien en son équivalent monétaire, comme

si une femme qui reçoit un manteau recevait la valeur de ce manteau. Ce faisant, ils abolissent la distinction cruciale entre salariat et rétribution en nature, distinction qui, indépendamment de la “valeur” consommée, crée la différence entre consommation libre et consommation non libre» (13-14). Selon les discussions entre pères et futurs pères, certaines seraient aussi plus dépensières et devraient être davantage contrôlées.

À côté de cela, d'autres propos encensent les femmes qui sont donneuses ou porteuses, les considérant à peu près comme des « saintes » qui donnent la vie pour d'autres personnes et qui sont remerciées pour leur cadeau par des offrandes financières. J'ai entendu souvent parler de don et de contre-don, mais qu'est-ce que cela recouvre ? En aucun cas, la transaction financière pour l'utilisation de leur corps n'est vue comme un salaire, la loi ne l'autoriserait pas. Le politiquement correct non plus.

Dans *L'Anatomie politique*, Nicole-Claude Mathieu dit : « je ne saurais “défendre” aucune société, culture, option ou idéologie (fût-elle minoritaire d'un certain point de vue) dont la survie en l'état, le “progrès”, la “modernisation” ou l'expansion dépendrait de l'oppression des femmes, ou l'aménagerait » (Mathieu, 1991 : 135). Mes questionnements sur ces processus de revendications de certains gays rejoignent cette considération. Selon moi, les droits des gays ne peuvent pas porter préjudice aux droits de femmes (droits reproductifs et sexuels, économiques, sociaux, droit à la santé, etc.). Sinon, il s'agit de rapports de domination qui peuvent être niés par les gays eux-mêmes, mais qui n'en existent pas moins. Si ces transactions financières et le rapport social sont différents de ce qui existe dans la prostitution, il ne s'agit pas non plus d'un cadeau, d'un don, pour lequel la femme est récompensée par un contre-don, économique, déguisé en cadeau de remerciement relationnel et humain. Il s'agit bien d'un rapport d'exploitation qui doit être envisagé comme tel. Explorer la multiparentalité est une piste à creuser, qui permettrait aux hommes d'avoir et d'élever des enfants, tout en respectant davantage les droits des femmes.

Un autre exemple qui met en tension mes considérations féministes concerne l'homonationalisme et les dérives sécuritaires. Dans un contexte néolibéral global, le virage à droite est de plus en plus fréquent et banalisé en Europe. Le terme « homonationalisme », inventé par Puar (2007), met en évidence les mécanismes mis en œuvre dans la lutte des droits des LGBT, qui peuvent être intégrés et récupérés, dans des logiques nationalistes des pouvoirs dominants, des pays occidentaux post-industrialisés. Il est donc relié à l'homonormativité et son instrumentalisation. La Belgique, par exemple, s'est dotée d'un plan de lutte contre les violences homophobes (2013), avant qu'un plan de lutte contre l'homophobie et les discriminations (2013) n'existe. Il a été ajouté rapidement, après-coup. On pourrait pourtant préférer que les personnes n'aient pas à vivre de la violence homophobe avant que quelque chose puisse être fait légalement et prévenu socialement. Une recherche menée à Bruxelles par Huysentruyt de l'Université d'Anvers (2013) montrait que les gays, majoritairement présents dans le quartier St-Jacques de Bruxelles (sorte de village gay et « LGBT »), souhaitaient une plus grande réaction et coercition envers les personnes et les actes homophobes. Ils incriminaient le plus souvent les personnes d'origine arabe et de confession musulmane, qui sont nombreuses dans ce quartier. Selon leurs dires, ces personnes seraient plus homophobes, de par leurs croyances, culture, religion et origines. Pourtant, entre leurs représentations et les réalités des faits, il existe de nombreuses différences⁷ et les femmes ne font pas face aux mêmes agressions que les hommes. Ces dernières font face à des violences lesbophobes dans la communauté gaie elle-même, qui les nie. Elles partagent le vécu des violences sous-estimées avec les gays d'origine ethnoculturelle, selon l'analyse que l'on peut faire de ce rapport. L'intersectionnalité permet de mettre en lumière les rapports de domination croisés et l'indivisibilité des droits humains. Pour la majorité des gays de ce quartier, il y a d'un côté, le monde occidental, blanc, dominé par les hommes, « tolérant » et libéral, et de l'autre côté, un monde musulman, sexiste et homophobe, où les hommes ont le pouvoir. La diversité et les spécificités des violences, notamment à l'égard des femmes, ne

7. Selon les agressions, l'auteur peut être d'origine « arabe » ou « européenne », la seule et écrasante ressemblance, c'est que tous les auteurs d'agressions sont des hommes.

sont pas suffisamment envisagées par les mouvements de lutte contre l'homophobie. Les intersections avec le sexisme, mais aussi le racisme, l'âgisme, ne le sont pas davantage.

La question du pouvoir des hommes, y compris celui des gays, est souvent difficile à amener dans les luttes communes entre féministes et LGBT. Souvent, les hommes ne reconnaissent pas qu'ils font partie du groupe, de la classe des dominants (voir les travaux de Thiers-Vidal, 2010). Les gays le reconnaissent encore moins, ayant été parfois eux-mêmes rejetés, discriminés et violentés par ces mêmes dominants, les plus homophobes d'entre eux, qui assurent la police du genre et qui appartiennent à la même classe qu'eux.

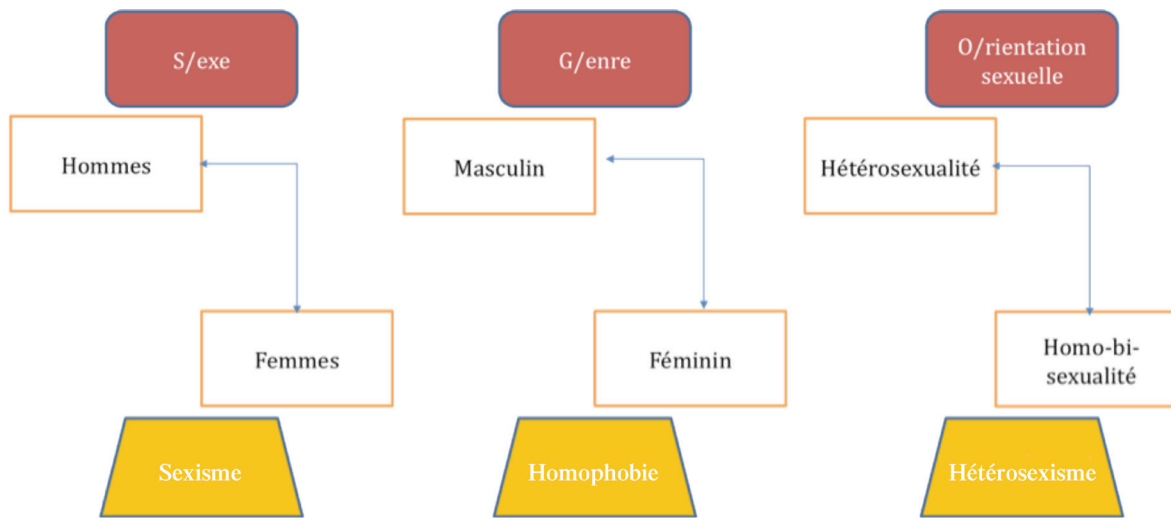
En 2014, le 17 mai, il y a eu à Bruxelles un collectif *Alternatieve Pride Alternative (APA)*, pour des revendications autres que la *Pride4Every1 (Pride for Everyone / Fierté pour tous)*, dont les enjeux commerciaux mais aussi électoraux, à une semaine des élections, étaient manifestes. L'essentiel des revendications portaient sur les familles: faciliter l'accès à l'adoption, la filiation juridique pour les co-parents, combler le vide juridique entourant ce qui était exclusivement nommé gestation pour autrui, le droit de donner son sang pour les gays, l'application de la loi pénalisant l'homophobie et la transphobie⁸ et enfin, la concrétisation de l'éducation à la vie affective et sexuelle. Le collectif alternatif, féministe et anti-capitaliste voulait re-politiser le débat et leur marche commune avait comme centre d'intérêt la lutte contre les oppressions. Mais deux écueils peuvent mettre à mal ce mouvement naissant. En interne, des approches différentes en stratégies, mais aussi en positionnement politique, pourront se faire sentir avec le temps (entre queer et féministes radicales matérialistes par exemple). A l'extérieur du mouvement, le mouvement collectif majoritaire de la *Pride* a tenté de «récupérer» ce mouvement dissident, en les enjoignant à les rejoindre et en s'agaçant de leur refus. Comment articuler les luttes entre féministes, face à un courant de lutte contre l'homophobie qui a la légitimité et une reconnaissance dont n'ont jamais joui les courants féministes traditionnels? Comment mieux articuler les luttes féministes et celles contre l'homophobie?

D'autres questions émergent. Comment comprendre le succès des questions trans tandis que les questions lesbiennes et bi ne l'ont jamais eu? Actuellement, les performances post-porn des féministes dites «pro-sexe»⁹, réalisées y compris par des personnes se présentant comme lesbiennes, ont un certain succès auprès des gays et des mouvements de lutte contre l'homophobie, alors que d'autres approches féministes traditionnelles n'ont jamais reçu cet intérêt. Est-ce que c'est leur caractère individualisant et le passage par le corps, ses performances, sa marchandisation, sa pornographisation qui les rend plus populaires que les approches qui relèvent davantage du social, du collectif et des rapports sociaux de domination? Toutes ces questions m'interpellent. Elles prennent tout leur sens, concrètement, notamment lorsque je dispense des activités de formation d'adultes, professionnels-les de l'éducation, de la santé, des services sociaux etc.

En effet, depuis de nombreuses années, j'offre des formations sur «l'éducation non sexiste et ouverte à la diversité». Ce titre mériterait en soi déjà bien des débats. Il s'agit du titre officiel émis par les instances de formation. Petit à petit, pour donner à voir et schématiser les rapports de domination et leurs croisements, j'ai développé un tableau qui reprend les processus de hiérarchisation-différenciation binaire (inspiré des travaux de Guillaumin, 1992; Mathieu, 1991; Delphy, 2008), selon le S_exe, le G_enre et l'O_rientation sexuelle. J'explicité aussi largement les processus de sur-différenciation inter-groupes (variabilités entre les groupes) et de sous-différenciation intra-groupes (variabilités entre les membres d'un même groupe).

8. À noter que dans cette dénomination, les lesbiennes et les bi, dites cisgenres, sont moins concernées et donc moins protégées.

9. Comme si les autres féministes étaient anti-sexe?



Chacune des catégories est soutenue et renforcée par des doubles mouvements de survalorisation et de dévalorisation qui agissent conjointement. Pour le sexisme, il s'agira de la domination des hommes contre la dévalorisation des femmes et leurs instrumentalisation et appropriations. Pour l'homophobie, il s'agira du renforcement de la virilité et de ce qui est considéré comme le productif contre la dévalorisation du féminin et de ce qui est considéré comme le reproductif. Pour l'hétérosexisme, il s'agira de la survalorisation de l'hétérosexualité et de la dévalorisation des autres formes dont l'homosexualité et la bisexualité. L'avantage de ce schéma est d'articuler les rapports de domination, sur base du S_exe, du G_enre et des O_orientations sexuelles. L'inconvénient, outre sa simplification, c'est que les rapports sont mis sur le même niveau. Or, il se peut que certains rapports (hétérosexisme/hétéronormativité, homophobie/virilité) soient des moyens qui servent à réaliser le sexisme et la domination masculine (dévalorisation des femmes, misogynie/domination des hommes). La question reste ouverte et à creuser.

D'autre part, il ne me semble pas que les approches qui tendent à décloisonner, à enlever les catégories ou à les rendre caduques, puissent être suffisantes pour mettre à mal cette architecture des contraintes sociales. Enlever les catégories, les différences, certains-es pensent le réaliser en enlevant les étiquettes de genre. Théoriquement et politiquement, c'est intéressant. Mais les rapports de domination ne seraient-ils pas ainsi davantage invisibles et invisibilisés ? Il me semble que cela ne les modifierait pas. C'est peut-être pourquoi ces courants rencontrent davantage de succès actuellement que les courants féministes, notamment radicaux et matérialistes, et qui remettraient plus directement et profondément le système en question. Je pense qu'enlever les étiquettes et les catégories ne pourra s'opérer que dans un second temps. Après que les rapports de domination aient été anéantis, et non pas dans l'ordre inverse puisque « [l]a hiérarchisation précède la différence » (Delphy, 2008). C'est aux rapports hiérarchiques qu'il convient d'accorder toute notre attention et notre énergie ; sur ce point, des convergences pourraient davantage se développer entre les mouvements féministes et de lutte contre l'homophobie.

Pour finir cet article sur une note plus positive, je présenterai une affiche de prévention, réalisée par l'association Magenta, qui rencontre un grand succès auprès des jeunes et qui relie lutte contre le sexisme et l'homophobie. Prochainement, un site à destination des jeunes complétera cette affiche, pour offrir des informations et du soutien aux jeunes et à leur entourage, familles, amis-es et écoles¹⁰.

10. <http://www.moicmoi.com>



Conclusion

Articuler les luttes, de manière très concrète, est donc possible. Ce qui m'a aidée à le faire, c'est de garder comme fil conducteur l'analyse féministe, l'analyse des rapports sociaux de sexe. Je peux alors articuler ceux-ci, selon mes expériences et mes expertises professionnelles, avec la lutte contre l'homophobie, mais aussi dans d'autres champs dans lesquels je travaille. Par exemple, je le fais également au sujet des violences intra-familiales, dont les violences conjugales et les maltraitances à l'égard des enfants, et leur prévention. La racine et la transversalité de mon analyse féministe, comme fil premier et primordial, me permettent de l'articuler avec d'autres rapports de domination. Je ne pense pas que j'aurais pu le faire avec autant d'ouverture, d'efficacité et de richesse, si j'avais pris comme fil primordial la lutte contre l'homophobie ou celle de la prévention des maltraitances. J'ai d'abord été une professionnelle qui a œuvré dans les champs des maltraitances et des violences, ensuite dans la lutte contre l'homophobie. Ceci a fait de moi une actrice de changement social. Mais ce n'est que depuis que je m'intéresse aux lesbiennes et femmes bisexuelles que je suis régulièrement présumée de prosélytisme en tant que chercheuse. Pourquoi ne l'étais-je pas comme une militante de la bien-traitance des enfants? C'est depuis ma rencontre avec les courants féministes, et particulièrement l'analyse féministe radicale matérialiste, conjointe avec le lesbianisme politique, que j'ai trouvé les moyens les plus intéressants pour articuler mes pratiques, des actions les plus concrètes en aidant les jeunes, leurs familles jusqu'à la production de connaissances scientifiques, assumées, qui ont une grande pertinence sociale.

L'articulation, les interconnexions, l'intersectionnalité des rapports de domination nous invitent à reconsidérer continuellement nos croyances, nos luttes, à repenser nos pratiques ensemble. Selon le chemin que j'ai moi-même parcouru, c'est en maintenant le cap sur l'analyse des rapports sociaux de sexe, le fil conducteur sur l'analyse féministe, que l'on peut espérer améliorer au mieux les articulations des luttes, dont celles contre l'homophobie.

Références

- CHAMBERLAND, Line et Christelle LEBRETON. 2012. « Réflexions autour de la notion d'homophobie : succès politique, malaises conceptuels et application empirique », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 31, n° 1, p. 27-43.
- DELPHY, Christine. 2009. *L'ennemi principal. Économie politique du patriarcat*. Paris : Syllepse, coll. « Nouvelles Questions Féministes ».
- _____. 2008. *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?* Paris : Édition La Fabrique.
- DIAMOND, Lisa. M. 2008a. « Female Bisexuality from Adolescence to Adulthood: Results from a 10-year Longitudinal Study », *Developmental Psychology*, 44, p. 5-14.
- _____. 2008b. *Sexual Fluidity, Understanding Women's Love and Desire*, Cambridge : Harvard University Press.
- _____. 2005. « A New View of Lesbian Subtypes : Stable vs. Fluid Identity Trajectories over an 8-year Period » *Psychology of Women Quarterly*, 29, p. 119-128.
- _____. 2003a. « Was it a Phase? Young Women's Relinquishment of Lesbian/Bisexual Identities over a 5-year Period », *Journal of Personality and Social Psychology*, 84, p. 352-364.
- _____. 2003b. « What does Sexual Orientation Orient? A Biobehavioral Model Distinguishing Romantic Love and Sexual Desire », *Psychological Review*, 110, p. 173-192.
- _____. 2000. « New Paradigms for Research on Heterosexual and Sexual-Minority Development », *Journal of Clinical Child and Adolescent Psychology*, 32, p. 490-498.
- DUGGAN, Lisa. 2002. « The New Homonormativity: The Sexual Politics of Neoliberalism », dans *Materializing Democracy: Toward a Revitalized Cultural Politic*, sous la dir. de Russ CASTRONOVO et Dana D. NELSON, p. 175-194.
- GUILLAUMIN, Colette. 1992. *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de Nature*, Paris : Côté-femmes, coll. « Recherche ».
- HORINCQ-DETOURNAY, Rosine. 2015. « Se vivre lesbienne ou bisexuelle aujourd'hui? C'est comme un tailleur Chanel jaune fluo... », *Thérapie familiale*, Genève, vol. 36, n° 1, p.149-162.
- HUYSENTRUYT, Heleen. 2013. *De kontekst van homofoob geweld in de publieke ruimte. Een etnografisch onderzoek in het centrum van Brussel*, Universiteit Antwerpen.
- LEBRETON, Christelle. 2014. *Rapports sociaux de sexe et sexualité dans le québec contemporain : les trajectoires adolescentes lesbiennes*, Thèse de doctorat. Montréal : Université du Québec à Montréal.
- LORDE, Audre. 2003 [1984]. *Sister Outsider. Essais et propos d'Audre Lorde : sur la poésie, l'érotisme, le racisme, le sexisme*, textes traduits de l'anglais par Magali C. Calise ainsi que Grazia Gonik, Marième Hélie-Lucas et Hélène Pour, Genève : Mamamélis et Laval : Trois..
- MATHIEU, Nicole-Claude. 1991. *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris : Côté-femmes, coll. « Recherche ».
- PEPLAU, Letitia Anne et Linda D. GARNETS. 2000. « A New Paradigm for Understanding Women's Sexuality and Sexual Orientation » *Journal of Social Issues*, 56(2), p. 329-350.
- PEPLAU, Letitia Anne, L. R. SPALDING, T. CONLEY et R. VENIEGAS. 1999. « The Development of Sexual Orientation in Women ». *Annual Review of Sex Research*, 10, p. 70-99.

- PUAR, Jasbir K. 2007. *Terrorist Assemblages. Homonationalism in Queer Times*. Durham et Londres : Duke University Press.
- RAHMAN, Qazi et Glenn WILSON. 2003. « Born Gay? The Psychobiology of Human Sexual Orientation ». *Personality and Individual Differences*, 34, p. 1337-1382.
- TABET, Paola. 1998. *La Construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*, Paris : L'Harmattan, coll. « Bibliothèque du féminisme ».
- THIERS-VIDAL, Léo. 2010. *De « l'ennemi principal » aux ennemis principaux. Position vécue, subjectivité et conscience masculine de domination*, Paris : L'Harmattan, 374 p. [Publication posthume].
- WITTIG, Monique. 2007 [2001]. *La Pensée straight*, Paris : Amsterdam.